

KARL POLANYI
« LA GRANDE
TRANSFORMATION »

RÉSUMÉ

Karl Polanyi explique ce qui s'est passé dans l'économie britannique depuis le 17^{ème} siècle à partir du traité sur les enclosures. Il analyse le système de marché autorégulateur de sa naissance jusqu'à sa mort. De ce système résulte la séparation de l'économie et de la société qui se soumet alors au marché.

Il débute son ouvrage en présentant la situation politique du 19^{ème} et du début du 20^{ème} siècle qu'il appelle « paix de 100 ans » et reposant sur quatre piliers : le système de l'équilibre des puissances, l'étalon-or international, le marché autorégulateur et l'Etat. La matrice du système est le marché autorégulateur. Le déséquilibre entre nations au sortir de la guerre fait implorer le système.

Contrairement à Smith, Polanyi ne croit pas à la propension naturelle de l'homme à échanger en vue de tirer un bénéfice, il parle de réciprocité et de redistribution là où Smith parle de troc. L'échange par le marché est apparu progressivement. Quand le marché en vient à maîtriser le système économique, la société subit une mutation importante. Le marché n'est plus intégré dans la société, c'est la société et les relations sociales qui y sont encastrées. Le marché autorégulateur suppose que tous les revenus soient issus d'une vente et donc la Terre, le Travail et la Monnaie deviennent marchandises (fictives selon Polanyi car non produites pour la vente). Si le travail est une marchandise, il y a soumission de la société au marché, on ne peut vivre de son travail sans passer par le système. L'abrogation des lois sociales en 1834 marque la naissance de l'économie de marché. A partir de là, il y a tentative de mondialisation du marché. Pourtant la non-adaptation des peuples colonisés au marché autorégulateur montre que celui-ci n'est pas naturel. L'Homme n'est pas fait pour vivre dans un système de marché autorégulateur. En effet, son installation requiert la destruction des sociétés traditionnelles où il n'est pas menacé par la faim, car seule la faim incite à vendre son travail et non l'appât du gain.

La situation économique du début du 19^{ème} siècle influence sur la politique. Le chômage additionné des rivalités impérialistes crée de nombreuses tensions internationales : droits de douanes et loi sur l'immigration aux Etats-Unis. L'agitation ouvrière fait peur aux autres classes sociales et oblige l'Etat à prendre des mesures. On aboutit dans les années 1920 à une paralysie politique et économique, destructrice de formes sociales et de ressources naturelles. C'est ce que Polanyi appelle la grande transformation, c'est à dire la mort du libéralisme et l'avènement du totalitarisme national socialiste. Le pouvoir s'offre alors à ceux qui proposaient une « issue facile quel qu'en fut le prix ultime ». Le fascisme pouvait s'installer.

La civilisation du 19^{ème} siècle n'a pas été détruite par les barbares, les guerres, les révolutions ou les lois de l'économie mais par la société elle-même dans sa tentative de résistance au système du marché autorégulateur. On voit ici que cet ouvrage est parfaitement d'actualité, à l'heure où la contestation anti-capitaliste se développe au niveau mondial dénonçant les dérives de la société de marché plus que de l'économie de marché. La totale marchandisation de la vie est au cœur de tous les débats entre libéraux et contestataires. Cette phrase de Polanyi résume à la fois le monde qu'il décrit et la situation actuelle : « Permettre au mécanisme du marché d'être l'unique directeur du sort des êtres humains et de leur environnement naturel aurait pour résultat la démolition de la société ».

Pourquoi Polanyi est-il d'actualité ?

A la lecture du livre de Karl Polanyi, une chose est assez frappante. Le monde qu'il décrit du début à la fin de son livre semble être assez proche de celui que nous pouvons observer aujourd'hui, du moins dans ses caractéristiques fondamentales. Le néolibéralisme n'a fait que prendre la place du libéralisme et les Etats-Unis ont remplacé l'Angleterre. La même misère sociale, la même domination d'une petite partie de la société sur le reste de cette société peuvent être décrit de façon quasi semblable à travers les deux époques.

Au centre de la thèse de l'auteur se trouve le principe du marché autorégulateur, principe « divin » censé allouer les ressources de manière optimale. Aujourd'hui ce principe n'est plus discuté que par une partie marginale d'économistes, de sociologues ou d'intellectuels. Ce qui est plus contesté est son extension à l'ensemble des caractéristiques qui forment une société. La fin du livre ouvre la réflexion de l'avènement du fascisme en Europe tel qu'on l'observa en Italie ou en Allemagne. Là encore on pourra faire le parallèle avec le contexte actuel européen où l'on peut de nouveau entendre l'expression « régime fasciste » à l'encontre de certains gouvernements ou partis en place.

Polanyi qualifiait le marché autorégulateur de matrice du système lequel est alors commandé, orienté et régulé par les seuls marchés. Dans une économie de marché, ce principe veut que toute la production soit destinée à la vente sur le marché et que tous les revenus proviennent de cette vente. Il doit alors exister des marchés pour tous les biens et non plus seulement pour les biens industriels ou les services. Ainsi on voit l'intégration de la monnaie, de la terre et du travail à l'intérieur même de ce principe de marché autorégulateur. On assiste à cette époque à leur marchandisation. Polanyi explique alors pourquoi ce nouveau statut conduit à l'anéantissement du travail et de la nature. Pour l'auteur « inclure le travail et la terre dans le mécanisme de marché, c'est subordonner aux lois du marché la substance de la société elle-même ». Aucun des trois éléments n'est produit pour la vente, on ne peut donc les qualifier de marchandises.

A notre époque, le travail, la terre et la monnaie étant inexorablement encastrés dans le marché, c'est de la naissance d'autres marchandisations dont on peut s'inquiéter : la culture, la santé, l'éducation, les services publics de manière générale. Concernant la culture on assiste actuellement à une très forte concentration d'entreprises du domaine qui menacent la diversité culturelle, les producteurs ne financent plus que les titres à forte audience potentielle. Warner Music (division d'AOL-Time Warner) annonce le regroupement de deux maisons de disque de musique classique dans le but de ne produire que les titres grands publics. Pour le PDG de Vivendi – Universal, Monsieur Jean-Marie Messier, les artistes souhaitent avant tout que leurs créations soient achetées par le plus grand nombre, il oublie alors tous ces artistes anonymes qui créent par unique plaisir sans aucune ambition lucrative, marginalisant ainsi toute une phase de la création culturelle. La culture n'est pas produite pour la vente et n'est donc pas une marchandise aurait pu dire Polanyi. Dans le domaine de la santé, de l'éducation et des services publics en général (distribution du courrier, fourniture en électricité...) cette marche en avant du tout marché existe là aussi de manière très marquée, notamment par l'intermédiaire de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) mis en place par l'OMC. Le sommet européen de Barcelone en a été le cadre récemment. Opposées au libéralisme italo-hispano-britannique, le couple dirigeant français s'est opposé à la privatisation du service public et notamment de la société EDF. Combien de temps la France pourra t'elle tenir ces positions ? A chaque fois que l'Europe a proposé de libéraliser, c'est à dire d'ouvrir à la concurrence, Paris a hurlé à la mort avant d'accepter ce qu'elle prétendait

refuser la veille (télécoms, aérien, routier, poste ou rail, par exemple) (*Libération* 15/03/2002). La marchandisation de la société dans son ensemble paraît inexorable tant que le système économique néo-libéral contrôlera le système politique occidental, à moins que ce dernier ne soit déjà intégré dans la sphère marchande...

Polanyi portait comme condition à l'existence d'une économie de marché, l'existence dans le même temps d'une société de marché. Plus que jamais cette condition est aujourd'hui respectée. La société se définit selon les lois du marché quasi exclusivement. Le marché est la référence et résulte de cela la société de consommation en charge de maintenir tout le système à flot. L'endoctrinement libéral des masses laisse penser au plus grand nombre que la consommation est le moyen par lequel tout individu peut améliorer son sort par une l'obtention d'une plus grande satisfaction ou utilité. Il laisse à penser également que ce moyen est exclusif. L'individu, en particulier l'enfant, en arrive à perdre tous repères moraux ou culturels nécessaires pour acquérir une citoyenneté (Monique Dagnaud, *Enfants et publicité télévisée*). Finalement la société n'est pas celle de l'individu mais celle du consommateur condamné à consommer.

La première moitié du vingtième siècle se termina par l'apogée en Europe du mouvement fasciste. Polanyi décrit les conditions par lesquelles ceci arriva, il explique notamment l'état de paralysie politique et économique de l'époque. La montée du fascisme est imputable indirectement à la montée et à l'exubérance du libéralisme. Encore une fois un parallèle peut être fait avec la situation actuelle en Europe. Néanmoins il faut parler avec prudence de fascisme, nous n'en sommes qu'au stade d'éventuelles prémices. On peut parler pourtant de fascisme déguisé troquant costume militaire contre chemise et cravate. Deux exemples majeurs sont aujourd'hui à l'œuvre en Europe : l'Autriche et l'Italie. Tous deux sont gouvernés par des coalitions composées entre autres de xénophobes ou de post fascistes. En Italie, outre la présence dans le gouvernement de Gianfranco Fini et d'Umberto Bossi tous deux d'extrême droite, c'est le contrôle des médias et donc de l'information par Silvio Berlusconi qui inquiète le plus le reste de l'Europe. Qui contrôle l'information contrôle la vie démocratique.

Ce qui est également frappant quant on observe les politiques mises en place dans ces pays c'est l'adhésion très forte aux préceptes du néo-libéralisme. Le parti au pouvoir en Autriche a ainsi préconisé une dérégulation complète de l'économie, les partis extrémistes en Suède dénoncent les abus fiscaux et l'Etat providence. En Italie, Berlusconi est aussi porté par le vent libéral : flexibilité, suppression des conventions et des contrats collectifs, menace sur les retraites provoquant de gigantesques manifestations et grèves contestataires à Rome.

Afin de conquérir le pouvoir, Berlusconi a, par l'intermédiaire de ces médias, mené tout un travail de discrédit des gouvernements, insistant sur les scandales politico-financiers ou le manque d'autorité de l'Etat. Cela ressemble fortement à une forme de paralysie politique que décrit Polanyi dans son livre. La paralysie économique est plus difficile à mettre en avant du fait de la totale souscription des entreprises, selon leur recherche d'efficacité, à une politique économique totalement dérégulée et non-étatique. Le fait que douze ministres de Berlusconi sur vingt-six soient des chefs d'entreprise révèle la dépendance de la politique par rapport aux décisions économiques qui risquent de primer sur les autres préoccupations qui touchent ordinairement un gouvernement. Durant les années vingt, la rupture entre la classe ouvrière à l'importance prépondérante dans la sphère politique et la classe industrielle livrée à elle-même dans son processus de production se caractérisait selon Polanyi par « de véritables collisions qui n'allaient pas sans de graves conséquences pour la communauté ». A l'heure actuelle, c'est la grande différence, le patronat a, d'une certaine manière, remplacé la classe ouvrière à la tête de l'exécutif. Polanyi met en avant à cette époque les heurts d'intérêts « paralysant les organes de l'industrie ou de l'Etat », aujourd'hui le problème du conflit

d'intérêts ne se pose plus, pour la simple raison que le seul intérêt économique sera désormais soutenu non seulement au niveau industriel mais aussi au niveau étatique de manière de plus en plus privilégiée voire exclusive. Plus qu'à une paralysie de la politique on assiste en Italie à un étouffement de la sphère politique par une sphère économique qui domine l'espace décisionnel, menaçant gravement la démocratie.

La situation de l'Europe dans les années vingt ou trente a de nombreux points communs avec l'Europe d'aujourd'hui : domination de la pensée libérale (ou néo-libérale) présentée comme moderne mais élaborée aux 18^{ème} et 19^{ème} siècle, avec prédominance de la société de marché ; montée en puissance d'un nouveau fascisme différent dans la forme mais de nature potentiellement dangereuse si des contres pouvoirs ne se mettent pas en place. Le libéralisme a déjà remporté une victoire importante. L'axe fort en Europe n'est plus l'entente franco-allemande (ringarde ou en récession) mais le trio Angleterre, Italie et Espagne (modernes et libérés). La démocratie est en danger non seulement par la montée du fascisme mais aussi comme l'a montré le sommet de Barcelone où des décisions majeures sont prises non démocratiquement. Une réaction et un contrepoids à ces dangers pour la démocratie deviennent vitaux. On observe ainsi un renouveau de la critique sociale comme le montrent L. Boltanski et E. Chiapello dans « le nouvel esprit du capitalisme » alors que le projet de Pierre Bourdieu d'un mouvement social européen (*Le Monde Diplomatique*, juin 1999) souhaite et peut contribuer à sortir la société de « la vulgate néo-libérale, orthodoxie économique-politique si universellement imposée et si unanimement admise qu'elle paraît hors des prises de la discussion et de la contestation. » (P. Bourdieu, *Contre Feux 2*). Le livre de Polanyi a le grand mérite de nous montrer les dangers d'une société paralysée et il doit permettre, encore et surtout à l'heure actuelle, de mobiliser cette même société sur son avenir.